

PROCÈS VERBAL DE LA RÉUNION DE BUREAU
De la Communauté de Communes de Damvillers Spincourt
Séance du 18 septembre 2019

L'an deux mille dix neuf, le 18 septembre à 20H00

Le Bureau de la Communauté de Communes étant assemblé en session ordinaire, sur le site de Damvillers, après convocation légale, en date du 11 septembre 2019 sous la présidence de M. Jean Marie MISSLER.

Membres du bureau présents :

- ✓ Mme ANTOINE MALICK Joceline,
- ✓ M. BOURTEMBOURG Luc,
- ✓ M. BRELLE François,
- ✓ M. HAUPTMANN Gérard,
- ✓ Mme HEINTZMANN Nicole,
- ✓ M. MAZET Thierry,
- ✓ M. MISSLER Jean Marie,
- ✓ M. MORIN Maurice,
- ✓ Mme PIERRET Suzanne,
- ✓ M. SELLIER Hubert,
- ✓ M. SPINELLI Gilles,
- ✓ M. STALARS Jacques,
- ✓ M. TRINOLI Massimo.

Membres du bureau excusés :

- ✓ M. LAMBERT Jean.

Membres du bureau absents :

- ✓ M. COLLIN Bernard,
- ✓ M. GEORGES Denis,
- ✓ M. JACQUES Philippe.

Participants non élus :

- ✓ M. Anthony BONTEMPS,
- ✓ Mme Florence BREUIL,
- ✓ M. Jean-Baptiste LEONARD.

Le quorum étant atteint, il a été procédé, conformément à l'article L2121-15 du code général des collectivités territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris au sein du Comité. Mme Nicole HEINTZMANN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions, qu'elle a acceptées.

Le Président indique que Roger GILLET, maire de Saint-Laurent-sur-Othain, a décidé de démissionner de son mandat de conseiller communautaire. Le deuxième adjoint de la commune devient donc conseiller communautaire à sa place. Le Président précise que Roger GILLET ne sera pas remplacé au sein du bureau

Ordre du jour :

1. Point sur les consultations en cours.
2. Propositions d'avenants.
3. Bilan de la rentrée scolaire 2019/2020.
4. Indemnités du chef de poste de la trésorerie d'Étain/Fresnes.
5. Agence d'Attractivité de la Meuse.
6. Plan départemental d'évolution de la Direction Générale des Finances Publiques.
7. Questions diverses.

1. POINT SUR LES CONSULTATIONS EN COURS

Plusieurs consultations ont été lancées au mois de septembre par la CODECOM. La CAO s'est réunie le mardi 17 septembre 2019 pour procéder à l'ouverture des plis. Le Président présente aux membres du bureau les candidats ayant déposé une offre, par marché et par lot :

a. Réhabilitation d'un commerce et d'un logement à Saint-Laurent-sur-Othain

Maîtrise d'œuvre assurée par M. Hervé VIOT.

23 offres réparties sur 9 lots :

LOT 1 – Gros œuvre : DRENERI

LOT 2 – MOB Couverture : aucune offre

LOT 3 – Menuiserie extérieure : SAS FBM, SARL ALBRAND, APB MENUISERIE et STEINER

LOT 4 – Menuiserie intérieure : SAS FBM et STEINER

LOT 5 – Plâtrerie : SAS FBM et TECHNI-PLAFOND

LOT 6 – Plomberie Chauffage : THERMACLIM, SARL OBERT, LAQUESTE ALESSI et HIRSCHAUER-EGIL

LOT 7 – Electricité : LORR'ELEC et EGIL

LOT 8 – Sols : NASSO CARRELAGES, GIL ET ASSOCIES, LC REALISATIONS et EURL MELOCCO

LOT 9 – Peinture : SARL ANOUX PEINTURE, EURL ZANCHIN, PEINTURES TONNES SAS et SARL SOVILLA SOCIETE NOUVELLE

A noter : l'offre de l'entreprise GILLE a été envoyée par mail. La candidature a été écartée par la commission d'appels d'offres, car les plis devaient obligatoirement être déposés sur la plateforme « e-marchespublics ».

b. Valorisation et promotion numérique des sites de mémoire

7 offres réparties sur 2 lots :

LOT 1 – Création d'une application d'accueil touristique virtuelle : APSULIS, MOBILE DEVELOPPEMENT et 44 SCREENS

LOT 2 – Création d'une application de valorisation 3D des sites touristiques : ATELIER NATURE, ART GRAPHIQUE ET PATRIMOINE, ALLUCYNE, 44 SCREENS.

A noter : l'offre de l'entreprise EVENSIS a été envoyée par mail. La candidature a été écartée par la commission d'appels d'offres, car les plis devaient obligatoirement être déposés sur la plateforme « e-marchespublics ».

c. Etude de faisabilité de réhabilitation des déchetteries intercommunales

2 offres :

AUSTRAL INGENIERIE & ENVIRONNEMENT et ANETAME

La commission d'appels d'offres se réunira à nouveau le mercredi 25 septembre à 10h pour étudier les rapports d'analyse des offres et formuler des propositions d'attributions. Ces propositions seront examinées en séance par le conseil communautaire, qui attribuera les marchés le 25 septembre prochain.

2. PROPOSITIONS D'AVENANTS

Plusieurs avenants sont en cours de calcul pour différents marchés :

- a. Supérette de Spincourt
 - Avenant n°4 de l'entreprise CHOLLET

- b. Commerce de Damvillers
 - Avenant de l'entreprise EGIL
 - Avenant de l'entreprise EIMA

Ces avenants seront examinés en séance par le conseil communautaire.

3. BILAN DE LA RENTREE SCOLAIRE 2019/2020

La rentrée scolaire s'est déroulée dans de bonnes conditions matérielles. Les effectifs recensés sont les suivants :

RPI DU BOIS BRULE		
Ecole de Saint-Laurent-sur-Othain		
TPS/PS/MS	Mme THOUVENIN	17 (3/8/6)
GS	Mme TUTAK	18
TOTAL		35
Ecole de Billy-sous-Mangiennes		
TPS/PS/MS	Mme DELOUCHE	15 (2/4/9)
CM1	Mme MONTANARI	22
CM2	M. WACK	20
TOTAL		57
Ecole de Mangiennes		
CP	Mme SCHANEN	14
CE1	M. NADAL	18
CE2	Mme PIERRE	28
TOTAL		60
TOTAL RPI		152
Moyenne élèves par classe		19

RPI DE DAMVILLERS		
TPS/PS	Mme PIGEARD	29 (11/18)
MS	Mme NAUDIN	30
GS	Mme LE DOUARAN	24
CP	M. BREVIER	15
CE1	Mme JEDAR	26
CE2	M. ZANTE	19
CE2/CM1	M. LAGUNA	18 (9/9)
CM1	M. ETIENNE	23
CM2	Mme GALLET	25
TOTAL RPI		209
Moyenne élèves par classe		23,2
RPI DE DOMMARY-BARONCOURT		
TPS/PS	Mme MONNAUX	25 (8/17)
PS/MS	Mme THIERRY	26 (16/10)
MS/GS	Mme BOCH	23 (9/14)
CP/CE1	Mme SAIKOSY	23 (13/10)
CP/CE1	Mme DE COSTER	24 (14/10)
CE2	Mme ZATTARIN	23
CM1	Mme GRATZ	26
CM2	Mme ANDRES	17
TOTAL RPI		187
Moyenne élèves par classe		23,4
RPI DE SPINCOURT		
TPS/PS/MS	Mme GIELEGHEM	21 (3/11/7)
MS/GS	Mme EVEN	22 (8/14)
CP/CE1	Mme ZANUTTO	17 (9/8)
CE1/CE2	Mme CAMAIONI	19 (5/14)
CE2/CM1	Mme RAGOU	21 (6/15)
CM2	Mme GLEN	23
TOTAL RPI		123
Moyenne élèves par classe		20,5
RPI DE ROUVROIS-SUR-OTHAIN		
TPS/PS/MS	Mme MACADRE	28 (7/17/4)
MS/GS	Mme GEIGER	25 (5/20)
CP	Mme BACHETER	14
CE1	Mme CAPITANI	20
CE2	Mme COTEL	23
CM1	M. PETITCOLAS	15
CM2	Mme NENIN	25
TOTAL RPI		150
Moyenne élèves par classe		21,4
TOTAL EFFECTIFS		821
Moyenne élèves par classe		21,6

Les effectifs constatés en début d'année dans les différents services périscolaires sont les suivants :

RESTAURATIONS SCOLAIRES			
LIEUX	- de 6 ans	+ de 6 ans	TOTAL
ROUVROIS-SUR-OTHAIN	35	78	113
DOMMARY-BARONCOURT	39	70	109
DAMVILLERS	40	75	115
SPINCOURT	18	30	48
BILLY-SOUS-MANGIENNES	6	30	36
MANGIENNES		40	40
SAINT-LAURENT-SUR-OTHAIN	14		14

SERVICES PERISCOLAIRES MATIN ET SOIR			
LIEUX	MATIN	SOIR	TOTAL
ROUVROIS-SUR-OTHAIN	11	20	31
DOMMARY-BARONCOURT	19	14	34
DAMVILLERS	10	10	20
SPINCOURT	5	6	11

4. INDEMNITES DU CHEF DE POSTE DE LA TRESORERIE D'ETAIN/FRESNES

Le comptable public de la Trésorerie d'Etain soumet son indemnité de conseil pour l'année 2019 à l'approbation du conseil communautaire.

Cette indemnité, basée sur le montant moyen des dépenses de 2016 à 2018, s'élève à 1 168,54 € bruts (1 057,18 € nets).

Il est à noter que le comptable ne demande pas l'indemnité budget.

Le bureau émet un avis favorable à cette proposition d'indemnité qui devra être soumise à l'approbation du conseil communautaire.

5. AGENCE D'ATTRACTIVITE DE LA MEUSE

Une réunion de travail concernant la création de l'Agence d'Attractivité de la Meuse s'est déroulée le 15 juillet dernier. Les objectifs étaient les suivants :

- revenir sur le projet global de l'Agence en validant notamment ses grandes missions ;
- Présenter le projet de maquette budgétaire ;
- Relecture des statuts et adaptation le cas échéant et validation de la gouvernance ;
- Fixer un calendrier => rendre l'Agence opérationnelle fin 2019.

Les statuts de l'Agence ont été amendés lors de la réunion avec les propositions suivantes :

- ↳ consécration du lien entre l'Agence et les équipes de développement économique des EPCI lors des interventions de l'Agence ;

- ↳ possibilité de nommer 4 suppléants pour les EPCI dans le conseil d'administration
- ↳ participation des parlementaires sans droit de vote au conseil d'administration
- ↳ composition du bureau = 9 membres dont le Président

Le conseil communautaire devra également désigner 1 représentant de la CODECOM au sein de l'Assemblée Générale de l'Agence.

Le bureau valide les statuts qui devront être soumis à l'approbation du conseil communautaire.

6. PLAN DEPARTEMENTAL D'EVOLUTION DE LA DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Le Président a rencontré le Directeur Départemental des Finances Publiques qui lui a exposé le plan de réforme des Finances Publiques prévu pour le département de la Meuse. Le DDGFIP a proposé de présenter cette réforme lors d'une prochaine assemblée générale du conseil communautaire.

Les principales mesures envisagées dans la réforme sont les suivantes :

- Suppression de toutes les Trésoreries, sauf les centres Bar-le-Duc, Commercy et Verdun. Le Président précise que les élus du Nord Meusien souhaitent le maintien d'une trésorerie dans le nord du département, à Montmédy ou à Stenay.
- Cette suppression des postes comptables serait compensée par une mise en réseau avec les « Maisons France Services » (dispositif complétant les Maisons d'Accueil et de Service au Public – MSAP). Une « Maison France Services » pourrait être installée à Spincourt, conformément au maillage territorial souhaité par les services de l'Etat, en complément de la MSAP existant au bureau de Poste de Damvillers. La création d'une « Maison France Services » permettrait un accompagnement de l'Etat à hauteur de 30 000 € sur les frais de fonctionnement, pour financer notamment le recrutement de personnel chargé d'accompagner les administrés dans leurs démarches administratives de premier niveau : renseignements de base, orientation vers les services compétents... Ce financement correspondrait à 1,5 équivalent temps plein permettant d'assurer un accueil de 25 heures sans discontinuité de service. La formation de ces agents d'accueil et d'orientation serait assurée par l'Etat pour garantir un niveau de compétence.
- En parallèle à ce dispositif de maillage territorial, la DGFIP créerait des postes de « Conseillers aux Décideurs Locaux » (CDL), à raison d'1 poste de CDL pour 2 EPCI. Ces conseillers de niveau supérieur (agents de catégorie A et A+) seraient dédiés aux collectivités et établissements publics locaux.
- Le Président a évoqué le problème des régies, des paiements et des facturations par ROLÉ en cas de suppression des postes comptables de proximité. Le DDGFIP a indiqué que l'Etat souhaite mettre en place des systèmes parallèles avec des opérateurs historiques comme la Française des Jeux ou La Poste. Cela permettrait de mettre en place des dépôts ou des terminaux de paiement en convention avec des buralistes affiliés par exemple.

Il sera demandé au directeur départemental des finances publiques de venir présenter la réforme au cours d'un conseil communautaire.

7. QUESTIONS DIVERSES

PROJET GROUPE SCOLAIRE DU BOIS BRÔLE

- Le Président informe les membres du bureau que le CAUE a été contacté pour lancer le projet de groupe scolaire neuf. La Directrice du CAUE a indiqué qu'un architecte-conseil serait rapidement mis à disposition pour le projet.
- Le Président indique qu'un groupe de travail sera formé pour le projet, afin d'associer parents d'élèves, enseignants, services de l'Education Nationale, élus des communes du RPI et conseillers communautaires. La mise en place de ce groupe de travail d'une douzaine ou quinzaine de personnes, impliquées et motivées, à l'instar de ce qui avait été mis en place pour le groupe scolaire de Dommery-Baroncourt est à l'étude. L'enjeu est de définir le nombre de participants de chaque collège à ce groupe de travail : les membres du bureau indiquent que le nombre doit être restreint pour un travail efficace. Rien n'empêche que ce groupe de travail rende compte des avancées du projet à une assemblée plus étoffée (commission scolaire élargie par exemple).

EXTRASCOLAIRE

- Massimo TRINOLI indique qu'un règlement des accueils collectifs de mineurs sera proposé au vote du conseil communautaire à la prochaine assemblée générale.
- Il informe les membres du bureau de l'ouverture d'un Centre de Loisirs à Spincourt pour les vacances d'automne, en raison de l'abandon de ce créneau par le centre Educatif et Familial de Spincourt. La communication de cette information devra être assurée correctement sur le territoire pour attirer des enfants dans ce nouveau centre de loisirs. Le programme sera calqué sur celui de damvillers.

DIVERS

- Le Président indique que la commune de Dommery-Baroncourt a sollicité la CODECOM pour le projet « 1 001 gares », la gare de Baroncourt ayant été retenue. Plusieurs projets sont à l'étude : micro-crèche, tiers-lieux...
- Le Président informe les membres du bureau de l'incident lié à l'émission de Webradio produite par le collège. Cette émission à charge contre la cuisine centrale du collège avait provoqué des réactions légitimes de la part du personnel. Les différends ont été aplanis entre le personnel de la cuisine centrale et le collège, lors d'une réunion début septembre. La CODECOM souhaite que la coopération entre le collège et la cuisine centrale soit relancée.
- Gilles SPINELLI indique que la candidature de la CODECOM a été retenue dans le cadre des extensions de tri effectives à compter du 1^{er} janvier 2020.

La séance est levée à 22 H 00.

Ordre du jour :

1. Point sur les consultations en cours.
2. Propositions d'avenants.
3. Bilan de la rentrée scolaire 2019/2020.
4. Indemnités du chef de poste de la trésorerie d'Etain/Fresnes.
5. Agence d'Attractivité de la Meuse.
6. Plan départemental d'évolution de la Direction Générale des Finances Publiques.
7. Questions diverses.

ANTOINE MALICK Jocelyne		MAZET Thierry	
BOURTEMBOURG Luc		MISSLER Jean Marie	
BRELLE François		MORIN Maurice	
COLLIN Bernard		PIERRET Suzanne	
GEORGES Denis		SELLIER Hubert	
HAUPTMANN Gérard		SPINELLI Gilles	
HEINTZMANN Nicole		STALARS Jacques	
JACQUE Philippe		TRINOLI Massimo	
LAMBERT Jean	Excusé		